

A l'attention de Mmes et MM.
les député.e.s de la région Ile-de-France

Secrétariat général IDF

Votre contact : Caroline GARCIA (07.69.84.28.04, cgarcia@laligueidf.org)

Paris, le 1^{er} février 2020

Réf : EF/VG 2021-02-01

Objet : Principes républicains : nos associations restent inquiètes

Madame la Députée, Monsieur le Député,

Vous avez été nombreux, en tant que parlementaire, à soutenir les associations depuis le début de cette législature à travers vos interventions, vos propositions, vos actions sur votre territoire et dans l'hémicycle. Ce soutien est une reconnaissance de l'engagement de l'immense majorité des associations à faire vivre les principes et valeurs de la République au quotidien, au travers de leurs actions, de leurs modes de fonctionnement, de leurs contributions au débat démocratique, et leur apport à la construction et à l'exercice de la citoyenneté et à la cohésion sociale. La vie associative constitue un rempart essentiel contre les séparatismes et le lieu où se vivent et se pratiquent les règles de la vie en société, le lieu où se fabriquent les communs.

A l'heure de l'examen du projet de loi confortant le respect des principes de la République, Le Mouvement associatif, les fédérations, coordination et associations membres, dont la Ligue de l'enseignement de la région Ile-de-France, souhaitent que ce texte soit celui du renforcement des associations dont les actions confortent effectivement ces principes. Ce texte ne doit pas être celui de la défiance, mais il doit témoigner de la confiance entre l'Etat, les collectivités territoriales et les associations, dans l'esprit qui a conduit à la signature d'une Charte d'engagements réciproques en 2001 puis en 2014.

Les mesures actuellement prévues par ce texte portent en elles, quand bien même ce n'est pas leur objectif, un risque fort de fragilisation de la vie associative dans ce qu'elle a de plus essentiel, à savoir sa capacité à faire vivre le débat, y compris en son sein, à interpeller, à être source de mobilisation citoyenne.

Nous vous appelons donc à défendre un infléchissement de ce texte lors du débat parlementaire :

- en interrogeant le principe d'un Contrat d'engagement républicain réservé aux seules associations sur la base d'un texte publié par décret, et en replaçant cet engagement dans le cadre partenarial existant avec les associations – c'est-à-dire la Charte des engagements réciproques – (article 6) ;
- en n'ouvrant pas de nouvelles failles ou risques juridiques pour l'action associative ou la prise de fonction de dirigeants bénévoles, alors qu'il y a quelques mois encore, une proposition de loi pour encourager l'engagement associatif faisait l'unanimité (article 8) ;
- en rejetant les énièmes mesures sur le mécénat insérées dans un texte dont ce n'est pas l'objet, et qui ne conduiront qu'à ajouter des contraintes supplémentaires dans un contexte de crise économique pour le secteur associatif (articles 10 et 11).

Sur tous ces points, votre engagement est indispensable.

Mes respectueuses salutations,



Eric FORTI
Président
La Ligue de l'enseignement
de la région Ile-de-France